

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi les ententes en matière d'affaires autochtones doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la ministre responsable des Affaires autochtones:

QUE soit approuvée la convention d'aide financière pour la réalisation du programme Rencontre Québécois-Autochtones entre l'Institut Tshakapesh et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

72240

Gouvernement du Québec

Décret 294-2020, 25 mars 2020

CONCERNANT l'approbation de la convention d'aide financière pour la réalisation du projet Les perspectives des Premiers Peuples dans l'enseignement public au Québec: une approche concertée d'intégration de contenu culturel avec les Premiers Peuples et le personnel enseignant et pédagogique entre LA BOÎTE ROUGE VIF et le gouvernement du Québec

ATTENDU QUE LA BOÎTE ROUGE VIF et le gouvernement du Québec souhaitent conclure une convention d'aide financière pour la réalisation du projet Les perspectives des Premiers Peuples dans l'enseignement public au Québec: une approche concertée d'intégration de contenu culturel avec les Premiers Peuples et le personnel enseignant et pédagogique;

ATTENDU QU'en vertu de l'article 13 de la Loi sur le ministère de l'Éducation, du Loisir et du Sport (chapitre M-15) le ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur peut, conformément à la loi, conclure une entente avec un gouvernement autre que celui du Québec, l'un de ses ministères, une organisation internationale ou un organisme de ce gouvernement ou de cette organisation, en vue de l'exécution de ses fonctions;

ATTENDU QUE LA BOÎTE ROUGE VIF est un organisme public fédéral au sens de l'article 3.6.2 de la Loi sur le ministère du Conseil exécutif (chapitre M-30);

ATTENDU QUE la convention d'aide financière pour la réalisation du projet Les perspectives des Premiers Peuples dans l'enseignement public au Québec: une approche concertée d'intégration de contenu culturel avec les Premiers Peuples et le personnel enseignant et pédagogique entre LA BOÎTE ROUGE VIF et le gouvernement du Québec constitue une entente intergouvernementale canadienne au sens de l'article 3.6.2 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi les ententes intergouvernementales canadiennes doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Relations canadiennes et de la Francophonie canadienne;

ATTENDU QUE, en vertu du décret n^o 641-2014 du 3 juillet 2014, une entente qui a pour objet le versement d'une aide financière en faveur d'un organisme public fédéral est exclue de l'application du premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette convention d'aide financière est visée par le décret d'exclusion n^o 641-2014 du 3 juillet 2014 et n'est donc pas assujettie au premier alinéa de l'article 3.8 de cette loi;

ATTENDU QUE cette convention d'aide financière constitue également une entente en matière d'affaires autochtones au sens de l'article 3.48 de cette loi;

ATTENDU QU'en vertu du premier alinéa de l'article 3.49 de cette loi les ententes en matière d'affaires autochtones doivent, pour être valides, être approuvées par le gouvernement et être signées par la ministre responsable des Affaires autochtones;

IL EST ORDONNÉ, en conséquence, sur la recommandation du ministre de l'Éducation et de l'Enseignement supérieur et de la ministre responsable des Affaires autochtones:

QUE soit approuvée la convention d'aide financière pour la réalisation du projet Les perspectives des Premiers Peuples dans l'enseignement public au Québec: une approche concertée d'intégration de contenu culturel avec les Premiers Peuples et le personnel enseignant et pédagogique entre LA BOÎTE ROUGE VIF et le gouvernement du Québec, laquelle sera substantiellement conforme au projet de convention joint à la recommandation ministérielle du présent décret.

Le greffier du Conseil exécutif,
YVES OUELLET

72241